

# Premières leçons des élections européennes en France

vendredi 31 mai 2019, par [FARBIAZ Patrick](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mai 2019).

Sommaire

- [1. La fin de la domination du](#)
- [2. La crise de la représentati](#)
- [3. La centralité de l'écologie](#)
- [4. L'effondrement de LFI](#)
- [5. L'effacement de la gauche](#)
- [6. Pour une stratégie municipa](#)
- [7. Construire l'écologie \(...\)](#)

## 1. La fin de la domination du duopole européen PS PPE

Pour la première fois, les résultats des élections européennes en France et dans le reste de l'Europe concordent : hausse sans précédent de la participation, baisse du PSE et du PPE, montée en puissance des Verts et des libéraux centristes, forte poussée de l'extrême droite et des partis nationaux populistes, tassement de la gauche radicale. Enfin, la gauche radicale s'effondre ( - 23% de députés pour la GUE). Ce n'est pas seulement le cas de la France Insoumise, mais aussi de Podemos, de Die Linke, du Sinn Fein. Inexistante à l'Est, elle devient résiduelle à l'Ouest.

La gouvernance du parlement Européen va être partagée sur la base de l'accord sur les traités européens avec deux groupes les centristes libéraux et les écologistes engagés de fait dans la construction d'une coalition. Le Groupe des Verts connaît une progression certaine mais est dominé par une majorité d'écologistes qui, hormis en France, sont engagés dans des majorités à géométrie variable, ici avec la droite, là avec la gauche. Le Groupe des Verts au PE ne conteste pas les traités actuels utilisés pour instaurer l'austérité contre les peuples, permettant la domination des logiques financières. Contrairement aux aspirations des jeunes de la génération climat, le résultat du scrutin ne permet pas d'engager l'Europe vers la transformation écologique, et la sortie des énergies carbonées et nucléaires. Cette nouvelle majorité en construction, dont la plus grande partie est déjà soumise aux lobbies et au Capital n'a pas de la volonté politique, pour opérer une transition énergétique et développer des projets utiles aux systèmes de transports non-polluants, à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité, à la lutte contre le réchauffement climatique, à la sortie du nucléaire.

## 2. La crise de la représentation politique s'amplifie

Au niveau français, le dédagisme généré par la présidentielle de 2017 s'amplifie. La gauche et la droite traditionnelle sortent exsangues du scrutin de même que LFI, force qui s'était imposé comme structurant le populisme de gauche. Et si la dynamique écologique est réelle, elle est issue d'abord d'un transfert de voix entre la Macronie, LFI et Générations vers EELV. Car malgré une hausse de

participation, la décomposition du système politique représentatif est la leçon principale à retenir de ces élections : Les listes Macron et Le Pen totalisent autour de 20 % des Inscrits, la liste écolo 6,5 % et les listes du PS et de LFI 3 %. Les classes populaires se sont abstenues (notamment les banlieues) ou ont voté pour le RN, notamment dans les zones rurales ou dans les villes périphériques des métropoles.

La deuxième leçon c'est la victoire relative de LREM. Malgré le mouvement des Gilets Jaunes, le mécontentement généralisé des secteurs en lutte contre sa politique, Macron tient bon. Même si son opération - transformer l'élection en plébiscite pour sa politique, a échoué au seul profit du Rassemblement National, le Président de la République garde après 6 mois d'une crise sociale historique, un socle fort. Le bloc bourgeois s'est soudé et Macron a réussi à installer une alternative mortifère. Ce qui s'est joué dans le mouvement social ne s'est pas traduit dans les urnes et accentue la déconnexion entre le champ politique et les classes populaires.

### **3. La centralité de l'écologie politique**

Si tous les partis la mettent désormais en bonne place de leur programme, EELV, comme en 2009, apparaît comme la force principale de l'écologie. Nous ne pouvons que nous féliciter d'un résultat (amplifié par les 4 % des voix attribués aux listes du Parti Animaliste et d'Urgence écologie) qui montre que l'écologie politique s'affirme en France comme en Europe, affirmée comme le référentiel structurant du 21<sup>e</sup> siècle à l'instar du socialisme au siècle précédent. De plus ce vote répond à une demande d'espérance face à une situation bloquée par la mise en scène d'une alternative mortifère entre le FN et LREM. Mais ce résultat électoral a deux aspects : une apparence, celle d'une écologie mainstream rassemblée autour de la couleur verte et une réalité, une division réelle entre l'écologie libérale représentée par Canfin, Durant, De Rugy, Cohn-Bendit, l'écologie sociale démocrate de EELV qui en plus peut désormais avoir avec le Pacte Hulot-Berger l'appui d'une base syndicale et associative importante. Ces deux écologies vont travailler directement en Europe à une coalition pour peser sur les politiques publiques en Europe. Plus l'impasse d'EELV et ses contradictions, comme après chaque élection européenne apparaîtra, plus elle laissera un goût amer aux électrices et aux électeurs qui ont voté pour un autre modèle.

La troisième écologie, l'écologie de transformation, n'aura pas de représentation directe même si certains députés du Groupe des Verts et de la GUE peuvent légitimement s'en revendiquer. Cette écologie en rupture avec le capitalisme vert, présente fortement dans les ZAD, les marches climats, les Gilets Jaunes, diverse dans sa composition (écologie sociale, éco socialisme, éco féminisme, justice environnementale, objection de croissance ...) n'a pas jusqu'à présent de représentation politique. Une partie de ses militants sont organisés dans des formations qui ne se revendiquent pas du paradigme écologique (LFI, NPA, AL, Génération.S...). Cette dispersion de l'écologie de transformation est nous semble-t-il le premier obstacle à la construction d'une force politique nouvelle, une plate-forme d'écologie populaire et sociale. Il ne s'agit pas là non plus de construire cette force en réalisant un cartel de l'écologie de transformation mais d'organiser l'écologie populaire par en bas, dans les communes, les lieux de travail et de formation les ZAD et les Luttes sociales écologistes.

### **4. L'effondrement de LFI**

L'autre enseignement du scrutin du 26 mai est l'effondrement de LFI. Nous ne pouvons pas nous en tenir à la seule abstention (réelle) des classes populaires. Si l'électorat de Jean-Luc Mélenchon s'est réfugié dans l'abstention mais aussi dans le vote EELV. Ce n'est pas uniquement due à l'affaire de la

perquisition, à l'aspect clivant des positions de JLM. D'autres raisons s'y ajoutent :

- Une fausse interprétation du vote des présidentielles qui n'était pas un vote d'adhésion à la FI, à son programme ou à son leader, mais un vote de rejet du quinquennat Hollande
- L'incapacité de mettre en scène une coalition majoritaire pour le changement
- L'absence de lieu de débat pluraliste permettant aux militants de contribuer à l'élaboration de l'orientation politique de la FI
- L'incapacité de mettre en musique la centralité de l'écologie et son lien avec les classes populaires.
- La mise en crise du populisme de gauche par les Gilets Jaunes qui tout en étant un mouvement populaire refuse toute incarnation issue de l'extérieur. Pour paraphraser le *Manifeste*, l'émancipation des Gilets Jaunes sera l'œuvre des Gilets Jaunes eux mêmes.

Ce constat n'est pas pour autant un reniement de notre soutien de 2017 à la candidature de JLM. Les Groupes d'Action de LFI comptent un grand nombre de militants écosocialistes. Le programme de LFI a eu l'immense mérite d'écologiser en profondeur la gauche. Mais maintenant il faut pouvoir réellement discuter des erreurs, des faiblesses et des limites de LFI. Ce serait une erreur grossière de faire porter à JLM, le seul poids de l'échec, de chercher un bouc-émissaire au lieu d'entamer un débat politique. Son projet de fédération populaire, en particulier, peut être un élément de la recomposition, s'il permet de dépasser le seul cadre de LFI.

## **5. L'effacement de la gauche des Trente Glorieuses**

Si le PS sauve la mise, il continue sa descente aux enfers, le PC et Génération.s n'auront pas de députés européens, LO fait un de ses pires scores malgré l'absence du NPA. Ce n'est pas la division qui a engendré la crise de la gauche mais son éloignement des classes populaires, son absence de compréhension des mutations du monde du travail ou de la crise écologique. La division de la gauche n'est qu'une conséquence de sa vitrification. La gauche française croit qu'en recourant aux recettes de l'Union de la gauche repeinte en Vert et de la Gauche plurielle, l'appel magique à l'unité (ou pour l'extrême gauche à la grève générale) tient lieu de remède à son incapacité à comprendre, à analyser, à s'adapter au monde né de la mondialisation. C'est pourquoi il nous semble inutile de s'associer aux appels lancés, avant même le résultat des européennes, par des responsables politiques de différents partis, pour reconstituer l'union des gauches, pour la refonder, la remodeler, la rénover.

Nous avons déjà donné dans ces opérations de rafistolage et de replâtrage qui ne débouchent sur rien. Cela, les électeurs n'en veulent plus. Ils l'ont vécu et c'est d'ailleurs ce qui a ouvert la voie à l'effondrement de ces partis et à l'élection de Macron et à sa politique désastreuse. Si un éventuel Rassemblement se concrétisait, nous y participerions en tant que composante à part entière, celle de l'écologie populaire et sociale. La seule unité qui pour nous a du sens, c'est l'unité pour la défense des communs, pour la défense de la planète et des humains, pour le droit de bien vivre dignement, pour la décroissance soutenable, pour le droit à décider ici et maintenant. C'est pourquoi, nous pensons que la reconstruction de la gauche passe non pas par des appels incantatoires et sans contenu à la refondation d'une Gauche qui n'existe plus mais par trois campagnes de terrain qui puissent apporter des victoires conséquentes : le référendum contre ADP, la lutte contre la répression et pour la démocratie, la bataille pour le climat en la liant aux villes en transition. Les militants de gauche et écologistes n'ont pas besoin de discours. Ils ont besoin de gagner ensemble,

d'être fiers de ces victoires.

## **6. Pour une stratégie municipaliste.**

Les municipales vont être un élément essentiel de la recomposition politique car elles permettront aux Gilets jaunes verts, rouge, de s'organiser dans des Assemblées populaires locales permettant de constituer des listes municipalistes. Notre rôle est de favoriser de telles listes, d'en être à l'initiative là ou nous le pouvons, d'aider concrètement ces listes à exister (en terme de projets et de programmes, de mutualisation des bonnes expériences ...). L'écologie populaire et sociale doit se mettre au service de cette dynamique municipaliste qui ne se réduit pas à présenter des listes dites citoyennes. Notre feuille de route est issue de l'Appel de l'Assemblée des Assemblées de St Nazaire : « Nous, Gilets jaunes réunis en Assemblée des assemblées appelons l'ensemble des Gilets jaunes ainsi que toutes nos concitoyennes et nos concitoyens à s'engager dans la réappropriation de notre pouvoir politique. Une étape importante de cette reconquête passe par le niveau local. Nous appelons à créer dans chaque commune de France où cela est possible une ou plusieurs assemblées citoyennes et populaires. Car ce pouvoir nous a été confisqué comme nous le constatons dans de multiples domaines : écologie, public/privé (privatisation), démocratie, etc.. Ces assemblées sont l'expression de la volonté populaire. Chaque assemblée mène ses propres expériences en toute autonomie dans le respect de l'intérêt collectif (en lien avec des associations, Gilets jaunes seuls, groupes de citoyens, associations de quartiers, présentation de listes ou non, etc.). Nous appelons les assemblées citoyennes et populaires, ainsi créées, à se fédérer en réseau par l'échange de leurs expériences. Réapprenons à partager nos préoccupations pour définir ensemble ce que nous voulons ! Réapprenons à vivre ensemble où nous habitons ! ».

Nous avons besoin d'avoir un maximum d'élus issus de ces listes et labellisés sous la bannière de l'écologie social pour refonder l'écologie politique sur les bases politiques de l'écologie et sociale. Les élus communalistes seront un des piliers de l'écologie de transformation.

## **7. Construire l'écologie populaire et sociale**

Ces résultats montrent aussi que les petits calculs boutiquiers ne peuvent plus être de mise. Personne ne peut prétendre représenter à lui seul l'écologie politique. Il y a urgence dans une perspective de rupture avec le capitalisme vert à regrouper les forces et à construire une représentation politique de l'écologie populaire et sociale, C'est pourquoi, pour notre part, nous nous sommes engagés dans la construction d'une Assemblée Constituante de l'Écologie Populaire et Sociale, afin de fédérer dans un mouvement toutes celles et tous ceux qui revendiquent la couleur verte de leur drapeau sans le confondre avec le greenwashing du capitalisme vert. La politique ayant horreur du vide, nous devons faire émerger maintenant et rapidement cette autre écologie.

En raison du résultat du 26 mai les échéances s'accélèrent pour notre courant d'idée. Notre appel à une Assemblée Constituante de l'écologie Populaire et Sociale doit maintenant passer à la vitesse supérieure en s'organisant à l'échelle nationale, en se rendant visible sur le plan politique, en aidant les listes municipalistes écologistes et sociales, en s'homogénéisant (Charte commune, projet affirmé, organisation assembléiste et fédéraliste). Nous appelons toutes celles et tous ceux, les signataires de notre appel, les groupes locaux d'activistes écologistes ou décroissant, les groupes locaux issus de la FI, du mouvement libertaire et ou de l'écologie, les Gilets Jaunes et ceux de la Génération Climat à s'organiser à travers cette Constituante en organisant des Assemblées locales, départementales, régionales, en participant à une rencontre d'été et en désignant leurs représentants à l'Assemblée Constituante qui aura lieu début octobre.

**Patrick Farbiaz** ( membre de la Coopérative de l'écologie sociale et du Comité d'Animation de l'Appel pour une Assemblée Constituante de l'écologie populaire et sociale.

---